



GONZALO FUENTES / POOL / REUTERS

La France des baby-sitters

Des siècles de passion française pour la centralisation ont créé un système où l'État, devenu nounou des citoyens, se croit obligé de tout régenter. Au risque de nous étouffer sous le poids de ses normes.

Par Thomas Morel

Q u'avons-nous vraiment le droit d'acheter pour notre déjeuner? La question vous paraîtra saugrenue; elle a pourtant agité les plateaux des chaînes d'information pendant de longues semaines, cet automne. À l'origine

de cette affaire, le décret, pris au moment de la crise sanitaire, qui autorisait — temporairement — les salariés à utiliser leurs titres-restaurants pour acheter à manger dans les supermarchés (oui, parce qu'il fallait un décret pour cela).

Mais voilà qu'en cette fin d'année 2023, le décret arrive à son terme. Ceux qui s'en servaient pour faire leurs courses se plaignent; l'État cherche à rattraper le coup en prolongeant son décret. Les restaurateurs pestent à leur tour, estimant que cette utilisation leur est préjudiciable; l'on cherche maintenant à les contenter aussi. Le gouvernement aurait pu se dire "laissons les Français libres de faire ce qu'ils veulent", en fin de compte il a préféré sortir l'arsenal réglementaire, prolongeant son décret mais en réduisant la liste des produits éligibles. La solution ne satisfait personne, sauf bien sûr le législateur, trop heureux d'avoir pu prouver au monde son rôle indispensable pour régenter la vie quotidienne.

Cette farce, dont Jean de La Fontaine aurait pu tirer une fable, est un exemple criant de l'intrusion désormais quasi permanente de l'État dans nos vies quotidiennes, cet "État-nounou" convaincu de connaître, mieux que chacun, le chemin qui mène au bon-

Bruno Le Maire, Élisabeth Borne et Emmanuel Macron. Depuis la crise sanitaire, l'État a renforcé son contrôle sur nos vies, au nom d'un bien-être collectif suprême.

- 22 De la naissance à la retraite, l'État vous prend par la main
26 Ceux qui abusent de l'État-providence
29 En finir avec l'État-nounou

heur. La fin de l'année 2023 a offert, à cet égard, un festival d'infantilisation: un décret pour obliger les commerçants à fermer leur porte, une campagne de publicité pour inciter à ne plus faire de shopping, une proposition de loi pour remettre en circulation les voitures pourtant rachetées par l'État pour partir à la casse parce que trop polluantes, une "initiative" pour limiter l'utilisation des écrans... Sans oublier bien sûr l'inénarrable bonus réparation, ses 104 catégories de vêtements et les taxes correspondantes inscrites dans la loi, ses pages de formulaires à remplir pour bénéficier de 3 euros d'aide sur la réparation d'une braguette. Et ce barycentre de la France défini au *Journal officiel* (46° 29' 38" Nord, 2° 36' 10" Est, si vous vous posiez la question).

Inflation normative débridée

L'année 2024 s'annonce sous les mêmes auspices. La guerre en Ukraine, l'insécurité, la dette publique écrasante vous semblent les enjeux majeurs de l'année qui débute? Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a déjà annoncé de nouveaux changements du bonus réparation, de nouvelles primes pour adapter son logement, de nouvelles obligations pour les marques de vêtements, qui viennent s'ajouter à la mesure phare: l'obligation d'installer des bacs à compost dans toutes les maisons et tous les appartements, sous peine d'une amende de 35 euros. Il en va ainsi de l'action politique des années 2020: faute de pouvoir agir, nos dirigeants s'agitent.

La conséquence, c'est l'explosion des normes qui régissent nos vies. «*En vingt ans, la loi est passée de 25 à 45 millions de mots, une hausse de 80 %*», souligne Nicolas Marques, de l'Institut économique Molinari. Ironie de ce baby-sitting permanent orga-

nisé par la classe politique, le code de la famille a vu sa taille multipliée par huit depuis le début des années 2000. Celui de la santé publique, du haut de ses 1,8 million de mots, est désormais aussi épais que les codes du travail et des impôts réunis. «*Cela pose la question de la légitimité de l'action des pouvoirs publics: plus ils se dispersent, plus ils délaissent leurs responsabilités régaliennes*», s'inquiète Nicolas Marques.

Comment expliquer que les Français se soient ainsi laissés enfermer dans ce jardin d'enfants? Si la France a une longue histoire de centralisation, la tendance à vouloir tout contrôler s'est accélérée depuis quelques décennies, avec en point d'orgue la crise sanitaire. «*L'État s'est mué en ingénieur social, dont le rôle n'est plus de nous laisser libres de poursuivre notre bonheur, mais de déterminer ce qu'est ce bonheur*», analyse Olivier Babeau, président de l'institut Sapiens.

Les autoattestations, les coureurs verbalisés sur des routes de campagne parce qu'ils s'étaient un peu trop éloignés de leur domicile, les magasins fermés car jugés non essentiels, les rayons de grandes surfaces bâchés, les restaurants fermés, puis rouverts,

puis refermés, ont participé à créer un système dans lequel la force publique a tout contrôle sur nos vies, au nom d'un bien-être collectif suprême. «*Les Français se sont persuadés que l'État était la solution à tous les problèmes, jusqu'à laisser le président de la République prendre en charge la lutte contre les punaises de lit*», souligne encore Olivier Babeau.

Un système à bout de souffle

Reste que, après des années de baby-sitting permanent, desserrer l'étau de l'État-nounou semble une mission quasi impossible. «*Tout homme tend à aller jusqu'au bout de son pouvoir*», avertissait Thucydide, il y a près de deux mille cinq cents ans. La classe politique du XXI^e siècle, toujours prête à utiliser tous les moyens à sa disposition, n'échappe pas à cet adage. «*À mesure qu'il n'arrive plus à tenir les promesses de prospérité, l'État-providence se voit contraint de justifier son existence en multipliant les petites interventions quotidiennes, qui ont l'avantage d'être très visibles, au contraire des missions régaliennes*», observe Olivier Babeau.

«*Il ne faut pas oublier que cela répond à une demande de la population, qui dans son ensemble souhaite plus d'action et plus de protection*», abonde Nicolas Marques. Certains y trouvent d'ailleurs leur compte, les nombreuses aides disponibles permettant parfois de jouer les passagers clandestins, en tirant un maximum de profit pour un minimum d'efforts. Jusqu'à quand? «*La nouveauté de la situation budgétaire, c'est qu'il n'y a plus de marges de manœuvre*, conclut Olivier Babeau. *La France doit réduire son déficit, or, d'une part, elle ne sait pas baisser les dépenses et, d'autre part, elle peut difficilement augmenter les impôts. À un moment, quelque chose va casser...* » ●

L'INSÉCURITÉ, LA DETTE VOUS SEMBLENT DES ENJEUX MAJEURS DE 2024 ? L'ÉTAT, LUI, A CHOISI SON COMBAT : L'INSTALLATION DE BACS À COMPOST DANS LES MAISONS ET LES APPARTEMENTS. SOUS PEINE D'AMENDE.

“Développons l'évaluation des politiques publiques”

Par Nicolas Marques, directeur général de l'Institut économique Molinari

Si l'on veut pousser l'État à recentrer son action, il faut que chacun puisse en mesurer l'efficacité en développant les moyens d'évaluation. Plus on évalue les politiques publiques, notamment en comparant avec l'étranger, plus on se rend compte à quel point notre État est inefficace. Prenez le cas de l'éducation, dont on a beaucoup parlé avec le classement Pisa: un des chercheurs de notre Institut a mesuré l'inefficacité de notre système et estimé

que si les ressources étaient aussi bien dépensées que dans les meilleurs pays d'Europe, cela représenterait une économie de 16 milliards d'euros par an, un peu moins de 10 % de la dépense d'éducation. Pareil avec la retraite: un taux d'épargne-retraite dans la moyenne de l'OCDE rapporterait à la France 3 % du PIB en dividendes et plus-values. Cela permettrait de financer une part significative du système sans faire appel aux prélèvements obligatoires, ou de



rapporter 1720 euros en plus à chaque retraité. Plus d'évaluation, c'est le meilleur moyen pour les Français de comprendre que “fait par l'État” ne veut pas forcément dire “mieux fait”, et d'inciter nos gouvernants à modérer leurs appétits d'intervention. ●